

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index : ASA 33/014/2012

7 septembre 2012

Pakistan. Libérée sous caution, une jeune fille accusée de blasphème demeure malgré tout en grand danger

Un tribunal pakistanais a prononcé vendredi 7 septembre la libération sous caution de Rimsha Masih, jeune chrétienne de 14 ans accusée de blasphème. Le gouvernement pakistanais doit sans délai donner suite à cette décision encourageante et réformer la Loi relative au blasphème, afin que des affaires de ce type ne puissent pas se reproduire.

Rimsha Masih et sa mère ont été arrêtées par la police le 16 août, alors qu'une foule en colère s'était rassemblée devant chez elles à Islamabad, accusant la jeune fille d'avoir brûlé des pages du Coran, crime passible de la peine de mort au Pakistan aux termes de la Loi relative au blasphème. Son affaire a connu un revirement la semaine dernière lorsque la police a écroué l'imam de la mosquée voisine, accusé d'avoir lui-même placé sur Rimsha les pages du Coran brûlées. Le 7 septembre, un juge a fixé la caution à un million de roupies pakistanaises (environ 8 300 euro) pour la libération de Rimsha Masih.

Bien qu'Amnesty International salue la décision du juge, les menaces ne sont pas écartées. Rimsha, sa famille et sa communauté chrétienne à Islamabad se trouvent en grand danger, bien qu'elle ait été libérée sous caution et même si elle est finalement innocentée.

Récemment, de simples citoyens ont tué des personnes accusées de blasphème, souvent dans des cas où la victime n'avait pas été officiellement inculpée par les autorités. Redoutant les violences, des centaines de chrétiens ont fui le quartier de Rimsha Masih, à Islamabad, depuis qu'elle a été accusée. Quant à sa famille, elle se cache.

L'affaire Rimsha Masih révèle à quel point la Loi relative au blasphème met en péril l'harmonie entre les communautés et l'état de droit au Pakistan. On continuera à recenser des cas comme celui-ci, ciblant principalement des minorités religieuses vulnérables, tant que le gouvernement ne réformera pas ces lois sur le blasphème, afin de garantir qu'elles ne soient pas utilisées de manière malveillante pour régler des différends ou permettre à des citoyens de régler les choses par eux-mêmes.

Amnesty International engage les autorités pakistanaises à veiller à ce que tous les auteurs présumés d'attaques visant des minorités religieuses, ainsi que ceux qui incitent la population à commettre ces actes, soient traduits en justice dans le cadre de procès respectant les normes internationales d'équité, sans recourir à la peine de mort.

L'organisation salue le fait que de nombreuses voix au sein de la société pakistanaise, issues de divers horizons, ont condamné les accusations portées contre Rimsha Masih, notamment des dignitaires religieux qui ont par le passé dénigré les minorités religieuses et réclamé une application stricte de la loi sur le blasphème, à savoir l'application de la peine de mort.

En outre, il est essentiel que le gouvernement entreprenne des réformes juridiques, politiques et sociales afin de remédier au climat général de dénigrement des religions qui se traduit quasi quotidiennement par des actes d'intimidation et des agressions meurtrières ciblant les chrétiens, les chiites, les ahmadis, les hindous et d'autres communautés minoritaires dans le pays.

Les autorités pakistanaises doivent prendre des mesures concrètes, afin de montrer que personne ne saurait commettre des atteintes aux droits humains et tenter de les justifier en invoquant la défense de sa religion.

Pour en savoir plus ou organiser un entretien, veuillez entrer en contact avec le Service de presse d'Amnesty International au +44 207 413 5566 ou press@amnesty.org.